

Octant Analyse

Bilan économique 2010

Numéro 16 - Juin 2011

Reprise de l'emploi en Bretagne

2010 marque la reprise de l'emploi en Bretagne. L'intérim repart à la hausse, tout comme les services. Bien que l'automobile reste dans la tourmente, l'emploi industriel amorce un léger redressement en fin d'année. Ce n'est pas encore le cas de la construction, qui pourtant émet des premiers signes encourageants de croissance de l'activité. La conjoncture agricole se redresse. La reprise de l'emploi freine la progression du nombre de demandeurs d'emploi et d'allocataires du rSa. La décrue du taux de chômage est ainsi amorcée. Les défaillances d'entreprises ralentissent, tandis que la création d'entreprises se maintient à un bon niveau. Un regain d'activité est attendu au premier semestre 2011.

Après une année 2009 très difficile, 2010 marque la reprise de l'économie bretonne. Près de 8 000 emplois salariés privés dans les secteurs principalement marchands ont été créés en 2010, compensant ainsi plus de la moitié des pertes de 2009. La progression de l'emploi salarié privé, + 1,2 % sur un an, est supérieure à celle de France métropolitaine : + 0,8 %.

Toutefois, ce constat est à nuancer. La dynamique de la création d'emplois s'est dégradée en Bretagne au second semestre 2010, après un premier et surtout un deuxième trimestre très porteurs. Le dynamisme particulièrement fort de l'emploi au premier semestre, tout comme son brutal arrêt au second semestre, sont spécifiques à la Bretagne, les évolutions nationales étant moins contrastées sur l'année.

Tous les secteurs n'ont pas bénéficié de la reprise de l'emploi, amorcée dès fin 2009 dans le commerce et les services. Si l'intérim et les services bénéficient d'un fort dynamisme, l'industrie et la construction, déjà très touchées en 2009, continuent à perdre des emplois en 2010, mais à un rythme plus faible. Cependant, l'industrie semble se redresser légèrement au dernier trimestre.



INSEE
BRETAGNE
INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ÉTUDES
ÉCONOMIQUES

Tous les secteurs, même ceux déficitaires en emploi, se portent mieux

L'intérim repart à la hausse

Après avoir reculé de près de 5 % en 2009, l'intérim recommence à progresser en 2010 : + 19 %, ce qui est comparable au niveau national. En Bretagne, l'effectif intérimaire est reparti à la hausse au 4^e trimestre 2009, avant de se stabiliser sur le second semestre 2010 à 34 000 intérimaires, soit 3 000 de

moins que pendant le pic du 1^{er} trimestre 2008. La contribution de l'intérim à la reprise de l'emploi en 2010 a été forte : 5 000 emplois supplémentaires pour une augmentation globale de 8 000 emplois.

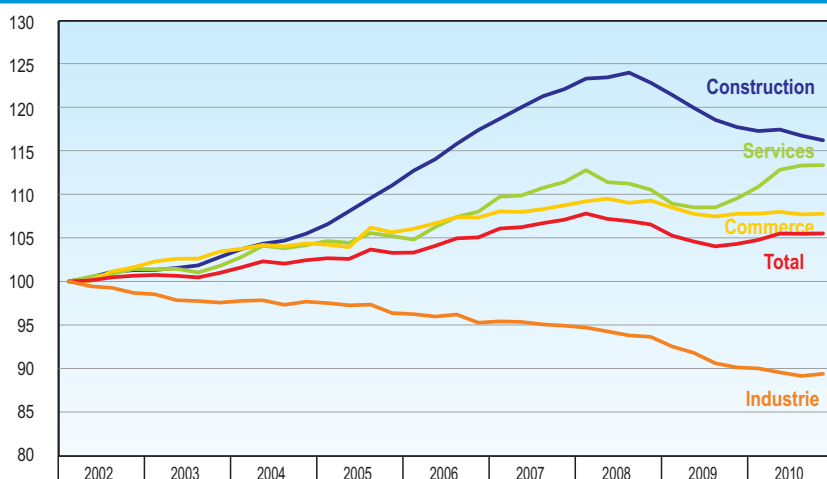
Les industries agroalimentaires sont le premier secteur employeur d'intérimaires en Bretagne : 30 % des intérimaires. L'activité intérimaire dans ce secteur ayant plutôt bien

résisté à la crise en 2009, la reprise en 2010 y est moindre que dans le reste de l'industrie. Pour autant, le nombre d'intérimaires fin 2010 progresse par rapport à son niveau d'avant-crise. Les effectifs de l'industrie (hors secteur agroalimentaire) augmentent le plus : 40 % en un an, soit 2 500 emplois supplémentaires. Ils représentent 25 % des effectifs intérimaires. 20 % des intérimaires travaillent dans la construction. Ce secteur gagne plus de 1 000 intérimaires en 2010. Malgré leur progression, l'industrie hors industrie agroalimentaire et la construction ne retrouvent pas encore les niveaux d'intérim d'avant-crise. Dans le commerce et les services, qui font moins appel à l'intérim, cette catégorie d'effectif a également progressé en 2010.

L'emploi industriel se stabilise

Le déclin continu de l'emploi industriel est une tendance de long terme. Depuis fin 2001 et hors intérim, ce sont près de 22 000 emplois industriels qui ont été détruits en Bretagne ; plus d'un millier pour la seule année 2010. Pourtant, quelques signes sont encourageants.

L'emploi repart nettement à la hausse dans les services au 1^{er} semestre 2010 en Bretagne (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, données CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Bretagne		France	
	Effectif (en milliers)	Évolution (en %)	Évolution (en %)	Évolution (en %)
Ensemble	712,2	1,2	-2,1	0,8
Industrie	176,1	-0,8	-3,8	-1,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	68,8	-0,2	-0,6	0,2
Cokéfaction et raffinage + industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	13,8	0,2	0,3	0,5
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	18,5	-1,2	-6,4	-3,2
Fabrication de matériels de transport	14,7	-5,8	-8,6	-3,2
Fabrication d'autres produits industriels	60,2	-0,4	-5,9	-2,3
Construction	75,5	-1,3	-4,1	-0,7
Commerce	146,4	0,0	-1,4	0,4
Services	314,1	3,5	-0,9	2,4
Transports et entreposage	56,0	0,0	-2,2	-0,3
Hébergement et restauration	40,4	0,7	0,1	1,8
Information et communication	26,2	1,8	-1,6	2,2
Activités financières et d'assurance	33,5	3,7	2,4	1,5
Activités immobilières	7,4	3,1	-6,1	1,4
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien	112,3	6,1	-2,3	4,3
dont intérim	33,7	18,8	-4,8	19,6
Autres activités de services hors particuliers employeurs	38,3	5,5	3,1	1,9
Services hors intérim	280,5	1,9	-0,5	1,1

* hors agriculture, administration, santé, action sociale et particuliers employeurs
Source : Insee, estimations d'emploi ; données provisoires au 31/12/2010, CVS

Premièrement, comme l'année dernière, la Bretagne résiste à ce mouvement. La baisse de l'emploi industriel sur un an est de -0,8 %, contre -1,8 % au niveau national. Ensuite, le déclin de l'emploi industriel semble se stabiliser fin 2010 ; il gagne même 500 salariés au dernier trimestre. Au final, l'emploi industriel représente le quart de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands fin 2010, soit 176 000 salariés.

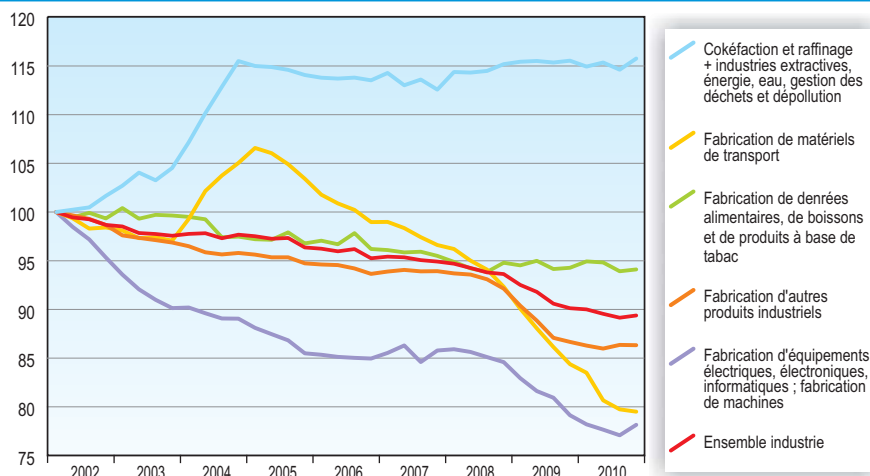
L'industrie automobile encore dans la tourmente

Comme en 2009, la fabrication de matériel de transport est le secteur industriel qui paie le plus lourd tribut à la crise. Il perd 900 emplois, soit une baisse de 5,8 % de ses effectifs salariés. Avec 14 700 salariés, ce secteur a perdu près de 5 000 emplois depuis la fin 2004 en Bretagne. L'industrie automobile a été particulièrement touchée par la crise. Malgré la prime à la casse, dispositif qui a cessé à la fin de l'année, et le bonus-malus écologique, la vente de voitures neuves en France a reculé de 2,2 % en 2010.

L'usine PSA Peugeot Citroën à Chartres-de-Bretagne, le principal employeur du secteur en Bretagne et aussi premier employeur de la région, continue à réduire fortement ses effectifs. Ce sont ainsi plus de 850 emplois permanents qui ont été supprimés en 2010. Cette baisse de 13 % vient s'ajouter à celle de 15 % en 2009. À l'issue de trois plans de réduction des effectifs, l'usine compte désormais quelques 6 000 salariés permanents, alors qu'ils étaient plus de 10 000 en 2004. Par ailleurs en 2009, ce site avait quasiment supprimé son activité intérimaire. Le recours aux salariés intérimaires est réapparu peu à peu, dans le courant de l'année 2010, sans toutefois atteindre les niveaux observés par le passé. Après le succès de la 407, dans le milieu des années 2000, le site breton est désormais pénalisé par sa spécialisation sur les modèles moyen et haut de gamme (407, C5, C6), dont les ménages se sont détournés au profit de voitures de gammes inférieures et plus économiques, notamment avec la mise en place du bonus-malus écologique. Le lancement de la 508 laisse présager des perspectives meilleures pour 2011. Le retour de salariés mis à disposition dans d'autres établissements du groupe ainsi que l'embauche de 450 personnes, dont certaines en intérim, accompagneront le démarrage de ce modèle.

La fin de la prime à la casse et le durcissement du bonus-malus écologique pourraient cependant impacter les ventes de voitures et l'activité de l'usine bretonne.

Vers une stabilisation dans l'industrie en Bretagne en 2010 (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

La filière automobile poursuit sa restructuration

L'activité dans l'industrie automobile se répercute sur l'ensemble de la filière, importante en Bretagne. De nombreux fournisseurs dans les secteurs industriels, comme la fabrication d'équipements électriques et électroniques, la métallurgie ou la fabrication de produits plastiques et caoutchouc sont dépendants à des degrés divers du principal donneur d'ordre de la région. De forts ralentissements de la production et des baisses de l'emploi salarié dans ces secteurs avaient marqué l'année 2009. En 2010, l'activité redémarre et le recul de l'emploi s'atténue. L'année est jalonnée de restructurations et d'annonces d'investissements dans de nombreux établissements qui cherchent à accroître leur compétitivité.

Le carnet de commande de l'usine Michelin de Vannes, spécialisée dans la production de câbles métalliques formant le squelette des pneus des poids-lourds, se remplit progressivement en 2010. En fin d'année, l'usine annonce de nouvelles embauches. En 2010, le site morbihannais perd cependant une cinquantaine d'emplois. L'entreprise MPAP, spécialisée dans les matelassures des véhicules perd également une cinquantaine d'emplois. Le site basé à Ploërmel est directement dépendant de l'usine PSA Peugeot Citroën de Chartres-de-Bretagne ; il conçoit notamment les tapis et sièges matelassés de la Peugeot 407 dont la fabrication s'arrête.

La construction navale se rétablit

Les effectifs se stabilisent dans la construction navale, autre secteur industriel emblématique de la région. Le plus gros employeur du secteur en Bretagne, la DCNS, obtient d'importants contrats avec la Marine natio-

nale, mais aussi la construction de deux navires de guerre de type Mistral pour l'armée russe par les chantiers navals français, en partenariat avec la société STX. Le groupe tente également de se diversifier, notamment dans les énergies éolienne et nucléaire. Ces projets permettent de maintenir l'activité et l'emploi sur les sites bretons de Brest et Lorient qui devraient de plus bénéficier de la centralisation des services informatiques.

Concernant la navigation de plaisance, l'entreprise Plastimo, spécialisée dans l'accastillage, est victime de la restructuration du groupe Navimo qui envisage de délocaliser tout ou partie de sa production en Roumanie. Le site de Lorient est touché, avec la perte d'une cinquantaine de postes sur l'année.

Certaines activités industrielles souffrent toujours

L'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure continue pour sa part de souffrir. Après un recul de l'emploi de près de 10 % en 2009, ce sont 5 % des effectifs qui disparaissent en 2010.

Pour la capitale de la chaussure, Fougères, c'est la fin d'une époque. L'entreprise JB Martin, dernière usine de chaussures de la ville, supprime 70 postes, soit environ la moitié de ses effectifs. L'activité de fabrication de chaussures a cessé sur ce site. JB Martin a transformé son ancien atelier en entrepôt logistique. Le contrôle de la qualité des chaussures en provenance d'usines implantées à l'étranger est fait sur place, avant qu'elles ne soient réexpédiées vers le réseau de distribution du groupe.

Autre gros employeur de la ville, avec environ 500 salariés début 2010, Carl Zeiss Vision, numéro 2 sur le marché français des verres optiques, doit faire face à la dégradation du secteur, à la pression sur le prix des

Une conjoncture agricole globalement plus favorable

Après une année 2009 éprouvante pour une majorité d'agriculteurs, notamment du fait de la forte baisse des cours du lait et du porc, 2010 marque un répit dans la crise agricole.

Le prix du lait remonte pour la première fois au deuxième trimestre 2010, après son effondrement à l'automne 2008. Il atteint 0,334 € le litre au dernier trimestre 2010, soit 20 % de plus qu'un an auparavant. Le contexte mondial est favorable à cette reprise des cours, l'offre de lait étant insuffisante, tandis que la demande reste soutenue. L'augmentation du cours du lait suit, avec quelques mois de décalage, la hausse des prix industriels du beurre et de la poudre de lait. La reprise des cours du lait se répercute sur les quantités livrées qui progressent de 5 % sur l'année. Les éleveurs augmentent leur production en rajeunissant leur cheptel et en distribuant plus d'aliments concentrés.

Comme en 2009, le marché du poulet reste porteur. Il bénéficie d'une hausse de la consommation depuis fin 2006, et d'une progression des exportations. Les volumes abattus progressent, tandis que les évolutions du coût des aliments se répercutent sur les prix : en baisse sur la première partie de l'année, ils progressent ensuite.

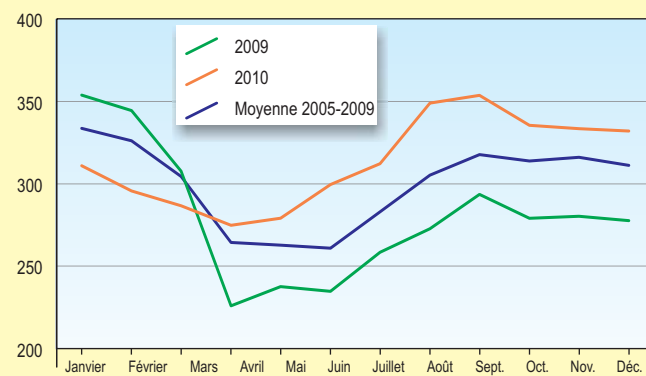
L'année 2010 a également été bonne pour les producteurs de légumes.

Des difficultés persistent, en lien avec la flambée du prix des céréales

L'envol du prix des céréales est un élément marquant de l'année 2010. Il a pour origine des événements climatiques exceptionnels survenus à l'échelle mondiale dans les principaux pays producteurs. Il a pour conséquence une augmentation des coûts de production pour les éleveurs.

Pour le porc, la situation reste difficile en 2010. Malgré une évolution de la demande favorable, en interne comme à l'exportation, les cours ont

Prix du lait à la production en Bretagne (en euros pour 1 000 litres)



Source : Agreste - Draaf Bretagne - Enquête mensuelle auprès des laïteries

continué à se dégrader en 2010 avant de repartir timidement au quatrième trimestre. Cette hausse n'a pas suffi alors à compenser l'augmentation des coûts, consécutive à la hausse du prix des aliments. De même pour la viande bovine, de fortes tensions persistent et les éleveurs sont confrontés à des difficultés de trésorerie face à la hausse du coût des aliments et des prix qui restent bas.

enseignes, et donc à la baisse de ses marges. Pour contrer cette tendance, l'entreprise mise sur un renforcement du pôle de vente et réoriente sa production vers le haut de gamme. Cette réorientation de la stratégie du groupe allemand n'est pas sans conséquences sur l'emploi, avec une perte de près de 60 salariés sur le site breton en 2010. Les investissements réalisés permettent toutefois à l'usine fougèraise de renouer avec la croissance.

Si la crise a durement éprouvé l'activité et l'emploi industriels, certains secteurs sont cependant parvenus à conserver leurs effectifs, comme dans l'industrie pharmaceutique. Les effectifs progressent même dans le secteur de production, distribution de l'eau et de l'assainissement.

Dans l'agroalimentaire, l'activité redémarre...

Le secteur agroalimentaire a plutôt bien résisté à la crise de 2008 en Bretagne, notamment en préservant ses emplois. En 2010, l'activité repart, mais les industriels restent prudents en termes d'embauches. Ce sont uniquement les intérimaires (+ 20 %) qui font

progresser l'emploi dans l'agroalimentaire.

Néanmoins, certaines entreprises se sont engagées dans des programmes de développement et parviennent à embaucher. Le groupe Kermené, spécialisé dans l'abattage et la transformation des porcs et bovins, présent dans 6 usines sur la région, accroît sa capacité de production. Il investit 10 millions d'euros pour agrandir son unité morbihannaise de Saint-Léry pour la production de steaks hachés : 40 emplois ont ainsi été créés et une vingtaine devraient suivre. Par ailleurs le groupe Lactalis prévoit un gros programme d'investissement de 34,6 millions d'euros sur ses sites de Retiers et de Vitré en Ille-et-Vilaine, entre 2009 et 2012. À Retiers, un centre de recherche spécialisé dans les productions infantiles et à vocation médicale est sorti de terre en 2010. Toujours à Retiers, une unité de production de dérivés du lactose, destinés à l'alimentation infantile et à la pharmacie, sera créée. À Vitré, Lactalis prévoit de construire une nouvelle ligne de production et un incubateur pour des produits aseptiques, notamment pour les laits infantiles et formulés à des fins médicales. Il envisage de recruter une quarantaine de salariés.

...mais les entrepreneurs peinent à embaucher

Les entrepreneurs du secteur agroalimentaire souhaitent recruter en 2011, essentiellement dans les fonctions d'encadrement, de vente et de production. Mais ils rencontrent deux problèmes majeurs : le manque d'attractivité des entreprises du secteur et la méconnaissance des métiers. Ils mettent donc en avant un besoin de personnel de plus en plus qualifié, des perspectives d'évolution rapide, et des conditions de travail qui se sont grandement améliorées ces dernières années, notamment grâce à l'automatisation croissante des processus de production.

Le secteur doit aujourd'hui relever plusieurs défis : accroître l'attractivité de ses métiers, réduire ses coûts de transport, s'adapter aux enjeux environnementaux et faire face à la forte concurrence sur les marchés. La signature du contrat de filière de l'industrie agroalimentaire avec la région Bretagne, en juin 2010 lance la première partie du plan d'actions pour ce secteur.

Une lente sortie de crise dans la construction

L'emploi dans la construction reste orienté à la baisse pour la deuxième année consécutive : près de 1 000 emplois salariés disparaissent en 2010. Ce secteur retrouve quasiment le niveau du second semestre 2006, soit 75 500 emplois. Comme au niveau national, la construction bretonne a du mal à sortir de la crise. Cependant, les pertes d'emplois salariés sont nettement moins importantes qu'en 2009 et quelques signes positifs émergent. Le nombre de défaillances d'entreprises diminue. Sur les onze premiers mois de 2010, le nombre de faillites baisse de 19 % par rapport à la même période en 2009. Cependant, leur nombre (562) reste élevé, l'année 2009 ayant été particulièrement difficile pour les entreprises du secteur. Côté créations, 3 100 entreprises ont vu le jour en 2010, soit 6 % de plus qu'en 2009.

La construction de logements neufs se redresse à un niveau bas

En 2010, la construction de logements neufs s'améliore très légèrement. Après 3 années consécutives de baisse, le nombre de mises en chantier progresse de 2 %, mais reste inférieur de 30 % au niveau de 2007. Cependant, les bons chiffres du 4^e trimestre et un début d'année 2011 meilleur qu'en 2010 pourraient présager une amélioration plus nette.

Si la construction de logements individuels stagne, celle des logements collectifs repart, dynamisée par le secteur social HLM breton (5 000 logements construits en 2010) et, dans une moindre mesure, la construction de résidences (foyers-logements, résidences pour étudiants, de tourisme...).

Le nombre de permis de construire délivrés en 2010 a progressé de 15,6 % en un an. Cette progression concerne les logements collectifs comme les logements individuels. Le plan national de relance de la profession et la politique volontariste de la Bretagne en matière de Prêts à Taux Zéro (PTZ) ont sans doute aidé à cette amélioration.

Logements neufs autorisés et commencés en Bretagne

		2010	2009	Évolution (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	14 390	14 383	0,0
	Collectifs	8 233	7 894	4,3
	Logements en résidence	1 105	961	15,0
	Ensemble	23 728	23 238	2,1
Logements neufs autorisés (en nombre)	Individuels	16 986	15 124	12,3
	Collectifs	7 849	6 644	18,1
	Logements en résidence	1 926	1 378	39,8
	Ensemble	26 761	23 146	15,6

Source : SOeS, Sitadel2

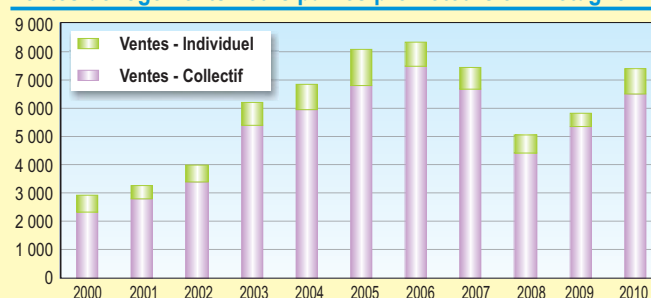
Surfaces des locaux professionnels commencés en Bretagne

		2010	2009	Évolution (en %)
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	90,1	472,8	- 80,9
	Bâtiments industriels et artisanat	327,8	324,2	1,1
	Entrepôts	273,7	228,9	19,5
	Bâtiments commerciaux	234,2	277,1	- 15,5
	Bureaux	248,1	236,6	4,8
	Service public* et hébergement hôtelier	406,7	522,4	- 22,1
Ensemble	1 580,5	2 062,1	- 23,4	

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Source : SOeS, Sitadel2

Ventes de logements neufs par les promoteurs en Bretagne



Source : SOeS, Enquêtes sur la Commercialisation des Logements Neufs (ECLN)

La reprise n'a pas été homogène sur le territoire breton. L'activité semble repartie en Ille-et-Vilaine avec un accroissement du nombre de mises en chantier de 19 %. Pour les autres départements bretons, si la reprise n'est pas encore au rendez-vous, le nombre de permis de construire délivrés permet d'espérer un regain d'activité pour 2011. C'est particulièrement net dans le Morbihan, avec une progression de 41 % en 2010 par rapport à 2009. Un léger mieux se profile également dans les Côtes-d'Armor. C'est également le cas dans le Finistère, même si quelques difficultés pourraient subsister dans la construction de logements collectifs (- 26 % de permis de construire en un an).

Le marché de l'immobilier retrouve des couleurs...

Le marché immobilier qui s'était régulé dès 2009 retrouve du dynamisme. 7 500 logements neufs ont été vendus en 2010, soit 29 % de plus que l'année précédente. La vente d'appartements a augmenté de 22 % et le marché de la maison individuelle a quasiment doublé. Ainsi l'immobilier retrouve son niveau des ventes d'avant la crise. Autre signe de la bonne santé du marché immobilier 2010, les stocks de logements connaissent une nouvelle diminution, comme leur délai d'écoulement. À noter que le prix moyen des appartements est en légère hausse (+ 3 %) en 2010, alors que celui des maisons baisse dans des proportions proches (- 4,5 %).

Le maintien de taux d'intérêt à des niveaux bas et l'attrait toujours constaté de la loi Scellier ont encouragé les ménages à investir dans l'achat de logements. L'annonce de la réduction de certains avantages fiscaux dès 2011 a peut-être également contribué à l'accroissement des ventes de logements en fin d'année 2010.

Pour la vente de logements neufs, la hiérarchie des départements reste la même qu'en 2009 avec l'Ille-et-Vilaine en tête, suivie du Morbihan, du Finistère et des Côtes-d'Armor.

...mais des difficultés persistent

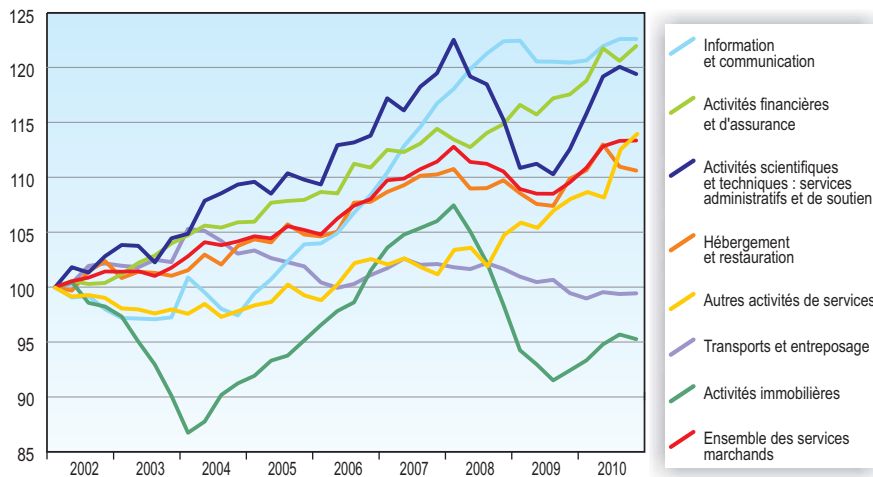
D'autres secteurs du bâtiment continuent de souffrir. La baisse des surfaces de locaux professionnels mises en chantier se poursuit (- 23 %) au même rythme qu'en 2009. La chute est particulièrement importante dans les bâtiments agricoles (- 81 %), en lien avec la crise traversée par la profession. La baisse persiste dans les locaux commerciaux et ceux de service public et d'hébergement hôtelier. En revanche, les surfaces d'entrepôts mises en chantier progressent bien, tout comme celles de bureaux dans une moindre mesure.

Les perspectives pour 2011 semblent indiquer la fin de la réduction de l'activité. En effet, les surfaces de locaux professionnels autorisées en 2010 sont proches de celles de 2009 grâce aux 10 % de hausse dans les Côtes-d'Armor.

Début 2011, le climat conjoncturel reste mitigé dans le bâtiment

Tout au long de l'année 2010, les entrepreneurs français du bâtiment ont jugé leur activité en net repli. Cependant fin 2010 et début 2011, leur opinion sur l'activité passée et future est un peu moins négative. Ils jugent enfin possible l'arrêt de la réduction des effectifs du secteur dans les mois à venir.

Retour de la croissance dans les services en Bretagne (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Malgré une activité dynamique, le commerce regagne peu d'emplois

En 2010, l'évolution de l'emploi salarié a été à peu près stable dans le commerce en Bretagne comme en France. Le dynamisme de l'activité commerciale en 2010 n'a pas permis de retrouver les 2 000 salariés perdus depuis le début de la crise.

Le profil de l'activité commerciale a cette année encore été marqué par les effets de la prime à la casse. Ce dispositif de soutien à l'activité a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2010. Son expiration, comme la perspective d'un nouveau durcissement du bonus-malus en 2011, ont renforcé l'achat d'automobiles, notamment fin 2010.

L'activité a également été soutenue dans le commerce de détail hors automobile. Les professionnels du secteur estiment que l'activité s'est stabilisée à un niveau assez haut fin 2010, mais qu'elle pourrait reculer au deuxième trimestre 2011.

Dans le commerce de gros, le climat des affaires est resté favorable tout au long de 2010, et les perspectives restent bonnes pour 2011.

Reprise de l'emploi dans les services hors intérim

Les services gagnent le plus d'emplois ces dernières années en France, mais aussi en Bretagne où leur croissance a été particulièrement dynamique. Touchés à leur tour par la crise, ils affichaient un léger recul en 2009. En 2010, les services hors intérim gagnent 5 300 salariés, soit une progression de 1,9 %, contre 1,1 % au niveau national. La croissance de l'emploi a été particulièrement vive au deuxième trimestre, ce qui a permis à la Bretagne de dépasser les niveaux d'avant-crise. Puis le rythme des créations d'emplois se ralentit en fin d'année.

En 2008 et 2009, les agences et les promoteurs immobiliers ont subi la crise de plein fouet. Dès le 2^e trimestre 2008, la baisse des effectifs a été conséquente dans ce secteur : plus de 1 000 salariés avaient perdu leur emploi entre avril 2008 et septembre 2009. Depuis, le marché immobilier reprend des couleurs comme le montrent les bons chiffres de la commercialisation des logements neufs pour 2010. Ce dynamisme profite à l'emploi dont l'évolution sur l'année redevient positive (+ 3,1 %).

Le secteur des activités scientifiques et techniques regagne les emplois perdus en 2009, et retrouve le niveau de 2008. Il en va de même du secteur de l'information et des communications.

Les transports avaient souffert en 2009 de la baisse du volume global d'activité dans l'économie nationale. L'emploi salarié des permanents s'était contracté de plus de mille emplois en Bretagne. La reprise de l'activité observée depuis à l'échelle nationale, ne s'est pour le moment pas répercutée sur l'emploi permanent en Bretagne. Celui-ci s'est stabilisé en 2010 autour de 56 000 salariés, tandis que l'emploi intérimaire est légèrement orienté à la hausse.

L'emploi progresse dans les banques et services aux personnes

Un salarié breton des services sur dix travaille dans les banques et les assurances. Après avoir bien résisté à la crise en 2009, l'année 2010 se révèle très positive pour ces activités avec 1 000 salariés supplémentaires. En 2009, le domaine bancaire portait cette croissance. En 2010, le secteur des assurances s'est fortement redressé faisant progresser l'emploi dans l'ensemble des activités financières et d'assurance de 3,7 %, contre 1,5 % en France.

Le secteur des autres activités de services qui inclut les services orientés vers les personnes (réparation de biens personnels et domestiques, blanchisserie, salons de beauté et de coiffure...) continue de progresser. Il avait gagné 1 000 salariés en 2009, et compte 2 000 salariés supplémentaires en 2010.

Le secteur de l'hébergement-restauration avait résisté à la crise en 2009 en maintenant ses emplois. En 2010, l'emploi progresse en Bretagne, mais à un rythme inférieur au niveau national : + 0,7 %, contre + 1,8 %.

Un timide retour des étrangers dans les hôtels et campings bretons en 2010

Une année 2010 morose pour les hôtels

En 2010, la fréquentation des hôtels bretons recule de 1 % alors qu'elle progresse de 2 % au niveau national. Les hôtels d'Île-de-France sont le principal moteur de cette progression (+ 6 %). La fréquentation baisse en Bretagne comme dans les régions de la moitié Ouest, excepté la Basse-Normandie et l'Aquitaine.

Le repli d'activité des hôtels bretons s'est manifesté surtout de mai à septembre. Durant cette période de saison touristique, le retour de la clientèle étrangère (+ 4 %) après les fortes chutes de 2008 et 2009 n'a pas compensé la perte de clientèle française (- 3 %). En dehors de la saison, la fréquentation stagne quelle que soit l'origine des clients.

Avec 2 clients sur 5 en 2010, la clientèle professionnelle reprend des couleurs (+ 3 points) après une année 2009 pénalisée par une économie au ralenti (- 2 points).

Les hôtels des Côtes-d'Armor sont les plus touchés par la baisse de fréquentation en 2010 (- 3,5 %), après avoir été épargnés en 2009. Dans le Morbihan, l'activité hôtelière résiste pour la deuxième année consécutive.

Les hôtels du haut de gamme tirent leur épingle du jeu

Dans la tendance des années précédentes, seuls les hôtels de 3 ou 4 étoiles accroissent leur activité (+ 2 %), en lien avec une augmentation équivalente de l'offre. La fréquentation des hôtels économiques (0 ou 1 étoile) et de moyenne gamme (2 étoiles) poursuit en revanche son érosion (- 2 % en 2010).

La montée en gamme de l'offre hôtelière bretonne s'inscrit dans une tendance nationale. Cette progression du haut de gamme fait notamment suite à la réforme du classement hôtelier initiée en 2009¹, dont le déploiement est prévu jusqu'en juillet 2012. Le nouveau classement conduit à la suppression de la catégorie 0 étoile et à la création de la catégorie 5 étoiles.

Une saison 2010 assez favorable pour les campings

Durant la saison touristique 2010, l'activité des campings bretons a progressé de 1 %, comme en moyenne nationale. Ce gain confirme la tendance à la hausse de 2009, mais il est inférieur à celui des campings des Pays de la Loire, de l'Aquitaine et de la Basse-Normandie, qui progressent entre 4 % et 5 %.

La clientèle étrangère embellit la saison 2010 alors que la fréquentation de la clientèle française est relativement stable. Le retour des touristes étrangers (+ 5 %) apparaît néanmoins timide au vu de la désaffection de 2009 (- 8 %), mais aussi lors des saisons précédentes.

Des quatre départements bretons, seule l'Ille-et-Vilaine connaît une baisse de fréquentation, marquée par un déficit de clientèle française (- 8 %), et une stagnation de clientèle étrangère. Son taux d'occupation est cependant le plus élevé de la région.

Le locatif et le haut de gamme toujours plébiscités dans les campings

Les emplacements locatifs équipés de mobile homes, chalets ou bungalows tirent à nouveau la fréquentation à la hausse (+ 5 %), mais dans une moindre mesure qu'en 2009.

En parallèle, les touristes privilégient toujours plus le haut de gamme : une nuitée sur trois se passe sur un emplacement locatif d'un camping de 3 ou 4 étoiles. À l'inverse, l'activité des campings économiques continue à se dégrader.

L'hôtellerie de tourisme en 2010

	Saison (mai à sept.)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	61,5	44,7	52,5
Évolution 2009-2010 (points)	- 0,7	0,3	- 0,2
Nuitées totales (milliers)	3 841	2 742	6 583
Évolution 2009-2010 (%)	- 1,6	- 0,3	- 1,1
Nuitées étrangères (milliers)	829	246	1 075
Évolution 2009-2010 (%)	4,0	- 0,2	3,0
Part de clientèle professionnelle (%)	32	56	42
Évolution 2009-2010 (points)	2	4	3
Durée moyenne de séjour (jours)	1,8	1,6	1,7
Évolution 2009-2010 (points)	0,0	0,0	0,0

Source : Insee - DGCS - Réseau Mergoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2010

	Empla- cements nus	Empla- cements locatifs	Total
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	26,0	53,5	31,7
Évolution 2009-2010 (points)	0,6	2,0	1,0
Nuitées totales (milliers)	5 301	3 627	8 927
Évolution 2009-2010 (%)	- 1,9	5,2	0,9
Nuitées étrangères (milliers)	1 356	999	2 355
Évolution 2009-2010 (%)	4,7	4,7	4,7
Durée moyenne de séjour (jours)	4,8	6,9	5,5
Évolution 2009-2010 (points)	0,0	0,1	0,0

Source : Insee - DGCS

1. Loi du 22 juillet 2009 de développement et de modernisation des services touristiques

Les conséquences de la reprise de l'emploi sur le marché du travail

L'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi ralentit

En décembre 2010, les demandeurs d'emploi de catégories A, B et C étaient au nombre de 183 800, soit 7 700 de plus qu'un an auparavant. Leur augmentation sur un an, 4 %, comparable à celle de la France métropolitaine (+ 5 %), a été bien moindre qu'en 2009 (+ 19 %) et son rythme ralentit. Pour autant, elle porte le nombre de demandeurs d'emploi en Bretagne, comme en France, au niveau le plus haut atteint depuis mars 1999.

À la différence de ce qui s'était passé en 2009, le marché du travail a été plus favorable en 2010 pour les hommes ; en particulier, pour les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans dont le nombre baisse de 6 % sur un an. Ce renversement s'explique par la reprise de l'emploi dans l'intérim qui a accompagné la reprise de l'activité en 2010. Or, les deux tiers des intérimaires en Bretagne sont des hommes et le recul de l'intérim pendant la crise, en particulier sur le second semestre 2008 et en 2009, avait d'avantage touché les jeunes intérimaires.

En revanche, le marché du travail reste moins porteur pour les demandeurs d'emploi les plus âgés, hommes et femmes confondus. Leur nombre progresse encore à un rythme soutenu en 2010. C'est la même tendance pour les chômeurs de longue durée : + 21,5 % d'augmentation en un an. Cette évolution est comparable à celle de France métropolitaine. La part des chômeurs de longue durée parmi les demandeurs d'emploi ne cesse de progresser. Elle atteint désormais 37 %.

Profil des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C)

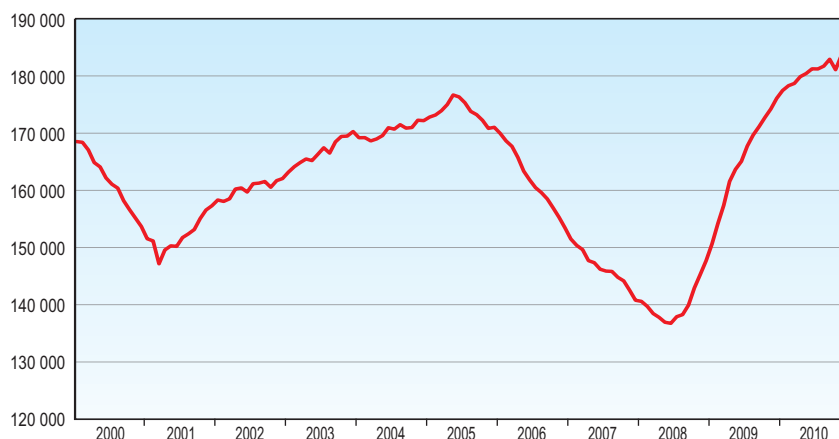
(Données CVS, unités : milliers et %)

	Bretagne		France	
	Décembre 2010	Évolution sur un an (en %)	Décembre 2010	Évolution sur un an (en %)
Hommes	87,9	3,2	2 010,0	4,2
Femmes	95,9	5,5	2 035,5	6,1
Moins de 25 ans	29,0	-3,0	628,0	-2,8
Entre 25 et 49 ans	119,8	2,9	2 661,8	4,4
50 ans et plus	35,0	17,6	755,7	16,0
Hommes de moins de 25 ans	14,2	-6,0	319,6	-5,2
Hommes de 25 à 49 ans	57,8	1,9	1 325,0	3,6
Hommes de 50 ans et plus	15,9	19,1	365,4	16,3
Femmes de moins de 25 ans	14,8	-0,1	308,4	-0,3
Femmes de 25 à 49 ans	62,1	3,9	1 336,8	5,1
Femmes de 50 ans et plus	19,0	16,3	390,3	15,7
Inscrits depuis plus d'un an	67,8	21,4	1 524,8	19,7
Inscrits depuis moins d'un an	116,0	-3,6	2 520,7	-2,1
Ensemble des catégories A, B, C	183,8	4,4	4 045,5	5,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en Bretagne depuis 2000

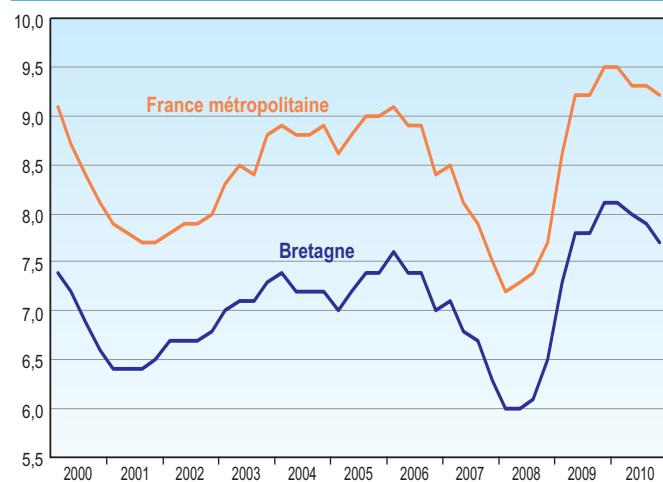
(catégories A, B et C, données CVS)



Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Recul du taux de chômage en 2010

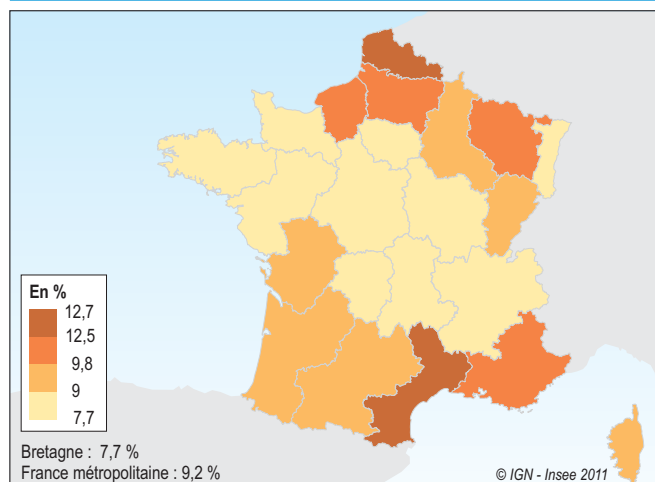
Taux de chômage trimestriels depuis 2000 (en %, CVS)



Source : Insee

Le taux de chômage le plus bas de France

Taux de chômage régionaux au 4^e trimestre 2010 (en %, CVS)



Source : Insee

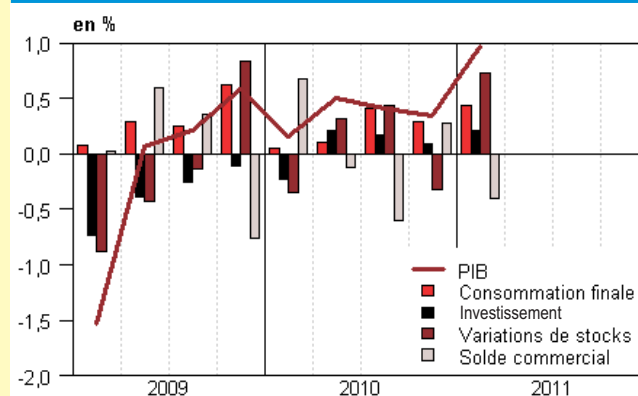
Contexte national et perspectives 2011

Retour de la croissance en 2010

En 2010, le PIB progresse de 1,5 % en France, marquant le retour de la croissance. Elle suit la récession de 2009, la plus forte depuis la seconde guerre mondiale, avec un recul du PIB de 2,5 %. La croissance modérée de 2010 n'a pas permis de retrouver les niveaux d'activité d'avant-crise.

La consommation des ménages a été dynamique en 2010 : + 1,7 %, contre + 0,6 % en 2009, en dépit d'un pouvoir d'achat qui marque le pas. Les ménages ont donc puisé dans leur épargne. Le taux d'épargne baisse ainsi légèrement en 2010 pour atteindre 15,8 % sur l'année. Le niveau d'épargne des ménages reste cependant élevé, ceux-ci gardant une épargne de précaution pour se prémunir face aux incertitudes pesant sur l'emploi. Si le pouvoir d'achat des ménages a moins progressé en 2010 qu'en 2009, c'est d'abord dû au renchérissement des prix à la consommation. Par ailleurs, les prestations sociales ont ralenti et les impôts se sont redressés du fait de la non-reconduction des mesures exceptionnelles de soutien prises dans le cadre du plan de relance 2009 (prime de solidarité active, prime aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire, mesures d'allègements ponctuels d'impôt). L'année 2010 se caractérise également par un moindre recul de l'investissement des entreprises et la reprise des échanges extérieurs.

Le PIB et ses composantes



Source : Insee, comptes nationaux

Regain d'activité début 2011

Fin 2010, la croissance a ralenti dans les économies avancées. L'activité accélérerait au premier trimestre 2011 (+ 0,6 %). Elle resterait dynamique au deuxième trimestre 2011 (+ 0,3 %), en dépit des nombreux chocs : séisme au Japon, progression du prix du pétrole et des produits alimentaires, surchauffe inflationniste dans les pays émergents. Dans ce contexte, la politique monétaire et budgétaire des États-Unis reste très accommodante, tandis qu'elle devient plus restrictive en Europe.

Les prévisions de croissance pour la France sur le premier semestre 2011 laissent apparaître un regain d'activité avec un 1^{er} trimestre particulièrement dynamique, + 1 %.

Du côté des entreprises, le climat des affaires s'améliore, ce qui augure d'une reprise de l'activité début 2011. C'est particulièrement marqué pour l'industrie manufacturière et les services. Dans la construction, tout en restant à un niveau bas, les perspectives d'activité se redressent lentement. Ainsi, pour la première fois depuis trois ans, la production dans la construction augmenterait légèrement au premier semestre 2011. Elle bénéficierait d'un rebond dans les travaux publics, et du maintien de l'investissement en logement des ménages, reparti à la hausse depuis le deuxième semestre 2010.

Après une forte baisse en 2009, l'investissement des entreprises a légèrement baissé en 2010, malgré une fin d'année dynamique. Au premier semestre 2011, il progresserait, soutenu par de bonnes perspectives

d'activité, une plus forte utilisation des capacités de production et des conditions de financement favorables.

Stimulées par le dynamisme de la demande étrangère, les exportations françaises progresseraient au premier semestre 2011. On anticipe également un mouvement de reconstitution des stocks des entreprises qui soutiendrait l'activité.

Du côté des ménages, après avoir résisté en 2009 et 2010, les gains de pouvoir d'achat devraient marquer le pas début 2011, en lien avec le regain d'inflation. Au premier trimestre, avec la livraison de véhicules commandés fin 2010, les derniers effets de la prime à la casse soutiendraient la demande intérieure. En revanche, dès le deuxième trimestre, les ménages reconstitueraient une partie de leur épargne de précaution et leur consommation ne soutiendrait plus la croissance.

Depuis le début de la crise, l'évolution de l'emploi a été plus favorable qu'attendu au regard des niveaux d'activité. Début 2010, l'amélioration du marché de l'emploi a été plus importante et plus précoce que ce qui avait été anticipé. La progression de l'activité a ensuite renforcé ce dynamisme. Le secteur marchand non agricole créerait 78 000 emplois supplémentaires au premier semestre 2011, après en avoir créé 60 000 au deuxième semestre 2010. Dans ce contexte, le taux de chômage devrait se stabiliser autour de 9,1 % mi-2011, contre 9,2 % fin 2010.

La baisse du taux de chômage

En 2010, le taux de chômage recule. En Bretagne, après avoir atteint son niveau le plus haut au 4^e trimestre 2009, il baisse en 2010 de 0,4 point sur un an, pour atteindre 7,7 % en fin d'année. La Bretagne est la région de France où le taux de chômage est le plus bas. Il atteint 9,2 % en France métropolitaine, soit une baisse de 0,3 point sur un an.

Une progression contenue du nombre d'allocataires du rSa

L'augmentation du nombre de chômeurs, et en particulier des chômeurs de longue durée, met en lumière l'exclusion du marché du travail d'un nombre croissant de personnes, entraînant précarité et exclusion sociale. Pour faire face à ce phénomène, le revenu de

Solidarité active a été mis en place en juin 2009 avec un double objectif :

- lutter contre la pauvreté en procurant un revenu aux personnes ne travaillant pas, en remplacement du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et de l'Allocation de Parent Isolé (API) ;
- favoriser le retour à l'emploi en garantissant qu'il procure des revenus supplémentaires aux personnes les plus modestes.

Ce nouveau dispositif a été étendu en direction des jeunes de moins de 25 ans au 1^{er} septembre 2010.

Fin 2010, les caisses d'allocations familiales ont versé le rSa en Bretagne à près de 62 000 foyers, soit une progression de 6,9 % sur un an, supérieure à celle enregistrée au

niveau national. À ce chiffre, il convient d'ajouter les foyers couverts par la mutualité sociale agricole, relativement nombreux en Bretagne. Ils représentaient 3,4 % de l'ensemble des foyers allocataires fin 2009, contre moins de 2 % au niveau national. En Bretagne, dans plus de 41 % des cas, le rSa est un complément à des revenus d'activité. Cette proportion place la région plus de 6 points au-dessus du niveau national. Le nombre de foyers dans ce cas est celui qui a le plus progressé sur un an, en France comme en Bretagne, notamment par un effet de rattrapage, car nombre de foyers éligibles ne sont pas encore entrés dans ce dispositif. Les foyers sans revenu d'activité ont progressé à un rythme plus contenu (4 %), en lien avec la relative amélioration du marché du travail en 2010.

De meilleures perspectives pour les entreprises

Si la progression de l'emploi salarié va de pair avec des perspectives d'activité mieux orientées, celles-ci induisent aussi une moindre fragilité des entreprises. L'embellie de 2010 a permis de repousser certaines

restructurations annoncées. C'est le cas pour Parker France (ex-Legrig SAS), société spécialisée dans les raccords, qui ne vend plus son usine de Baillé. Pour autant, de nombreuses restructurations se poursuivent,

notamment dans l'industrie. En parallèle, de nouvelles entreprises se créent. Il s'agit le plus souvent d'auto-entrepreneurs, et de créations dans le domaine des services.

L'auto-entreprenariat permet le maintien des créations d'entreprises à un niveau élevé

En 2010, 22 100 entreprises ont été créées en Bretagne, soit 1 % de plus qu'en 2009. Ce résultat marque une relative stabilité après une année 2009 exceptionnelle ; 21 900 nouvelles entreprises avaient alors vu le jour, alors que le nombre moyen de nouvelles entreprises, bien qu'en constante progression, s'élevait à 10 000 sur les années précédentes. Cette augmentation historique s'expliquait alors par le succès rencontré par le nouveau statut d'auto-entrepreneur créé cette année-là.

Cette hausse du nombre de créations d'entreprises en Bretagne est cependant très inférieure à celle observée au niveau national, où elle s'élève à 7 %, après une année 2009 pourtant également exceptionnelle pour les mêmes raisons.

Cet écart entre les hausses nationale et régionale s'explique principalement par l'atonie relative de la création d'auto-entreprises dans la région. Car, par ailleurs, si la création hors auto-entreprises s'est quasiment stabilisée en

2010 en Bretagne (+ 0,3 %), la hausse a été également peu importante au niveau national (+ 1,2 %).

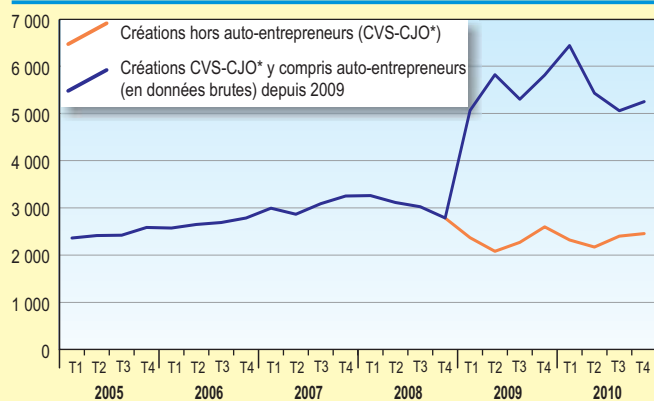
Après une année 2009 où elles avaient pâti de la mauvaise situation économique, les activités immobilières (+ 11 % de créations) et la construction (+ 6 %) connaissent une embellie en 2010. A contrario, l'industrie dans son ensemble marque le pas (+ 1 %), en particulier les entreprises de l'agroalimentaire dont le nombre de créations recule de 20 %.

Le nombre de créations d'auto-entreprises se stabilise en Bretagne malgré un essoufflement en cours d'année

Avec 12 800 entreprises nouvelles en 2010, contre 12 700 en 2009, le nombre total de créations sous le statut d'auto-entrepreneur progresse de 1 % en 2010 en Bretagne. Cette hausse est très inférieure à celle observée au niveau national (12 %). Si ce nouveau statut rencontre toujours autant de succès en Île-de-France et dans l'est de la France (avec des hausses du nombre de créations supérieures à 12 %), il semble marquer un peu le pas en Bretagne comme dans le reste de l'ouest du pays, tout en restant à des niveaux élevés : l'auto-entreprise regroupe 58 % des créations de la région. Le plus fort taux d'auto-entrepreneurs revient au monde de l'enseignement (86 %), devant celui des arts spectacles et activités récréatives (82 %). Le secteur des technologies de l'information et de la communication est lui aussi bien représenté avec 76 % d'auto-entrepreneurs. A contrario, les auto-entrepreneurs sont moins nombreux dans les activités financières et d'assurance (7 %) et les activités immobilières (16 %).

De plus, il s'agit d'une hausse en trompe-l'œil. En effet, le dispositif a connu lors de sa mise en place une montée en puissance très progressive sur les trois premiers mois de l'année 2009, ce qui explique le bond observé en début d'année 2010 : on observe une hausse du nombre de créations d'auto-entreprises de 53 % si on compare le premier trimestre 2010 au premier trimestre 2009. En revanche, les trois autres trimestres de l'année 2010 sont inférieurs de 13 % à la même période de 2009, ce qui traduit un relatif essoufflement de l'engouement pour l'auto-entreprenariat dans la région, essoufflement surtout sensible en fin d'année.

Évolution du nombre de créations d'entreprises



* données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables
Source : Insee, répertoire des entreprises et des établissements (Sirène)

Les défaillances d'entreprises en baisse

L'année 2009 avait connu un chiffre record de défaillances d'entreprises en Bretagne. Au cours des mois de janvier à novembre 2010, le nombre de défaillances jugées baisse de 11 % par rapport à la même période de 2009. Les secteurs les plus concernés par les défaillances restent la construction, le commerce et l'hébergement-restauration. En 2008, le nombre des défaillances avait particulièrement augmenté dans l'hébergement-restauration. Depuis, leur nombre se maintient. Dans la construction,

après une année 2009 difficile, la situation s'améliore en 2010 (- 19 %). Les défaillances baissent de 11 % dans le commerce, également très touché en 2009.

Le poids des autres activités économiques dans l'ensemble des défaillances est beaucoup moins fort et pèse donc assez peu sur l'évolution globale de cet indicateur. On peut cependant noter les quelques secteurs pour lesquels le nombre de défaillances a progressé en 2010 par rapport à 2009 : transport (+ 37 %), services aux ménages (+ 15 %) et information et télécommunication (+ 10 %). Au niveau national, les défaillances baissent également sur les onze premiers mois de

l'année, mais la diminution est moins accentuée (- 5 %) qu'au niveau régional, comme avait été moindre l'augmentation de 2009.

Auteurs

- Serge Le Guen
- Valérie Mariette
- Stéphane Moro
- Frédéric Pellet
- Carole Rieu
- Françoise Urvoy

Les spécificités de la Bretagne et son entrée dans la crise (1999-2009)

De la fin des années 90 jusqu'à la fin de l'année 2007, en période de croissance régulière, la Bretagne s'est distinguée par un fort dynamisme économique, générateur de très nombreux emplois. L'année 2008 marque ensuite l'entrée de la France dans une crise économique généralisée, qui n'a pas épargné la région.

Un contexte régional favorable entre 1999 et 2007

Entre 1999 et 2007, la Bretagne était dans une dynamique positive en termes d'évolution de l'emploi. Sur la période, la région a gagné plus de 150 000 emplois, soit une progression de 13,5 %, supérieure au niveau national (10,9 %). La structure économique de la région ne laissait pourtant pas envisager un scénario aussi positif, résultat d'une dynamique propre à la Bretagne (cf. figure de gauche).

La région a ainsi connu sur la période une mutation économique importante : elle a maintenu son emploi dans l'industrie et parallèlement, en a créé de très nombreux dans les services marchands (75 000). En particulier, sa structure d'emploi est devenue plus flexible avec un recours croissant au travail temporaire.

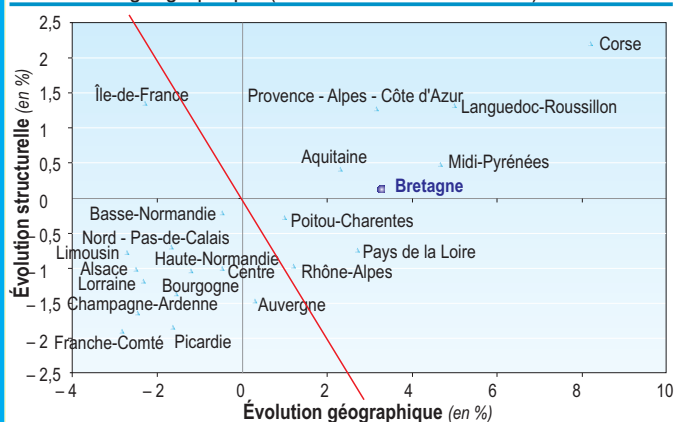
La dynamique positive bretonne a partiellement amorti la crise

Dès le début de l'année 2008, les premiers signes de dégradation de l'activité économique sont perceptibles. La France rentre en récession dès le 2^e trimestre 2008 avec une première contraction du PIB de 0,4 % ; trois autres trimestres de baisse suivront. L'industrie a été la plus affectée au niveau national, en particulier la fabrication d'équipements électriques et électroniques et l'automobile, deux piliers de l'industrie bretonne. Ce sont les régions de l'est et du nord de la France qui ont le plus souffert, car leur structure économique à dominante industrielle a été plus exposée à la crise. À l'opposé, les régions du sud, dont l'activité est essentiellement tournée vers le tertiaire, ont été plus épargnées.

La Bretagne, à l'instar des autres régions de l'ouest, connaît une situation intermédiaire. Du fait de sa structure économique moyennement industrielle, la région a souffert, mais sa dynamique lui a permis d'amortir la crise (cf. figure de droite) : entre début 2008 et fin 2009, la Bretagne perd près de 23 500 emplois, soit 3 % de baisse, perte comparable au niveau national, mais la baisse des emplois a principalement concerné les intérimaires et l'industrie. L'industrie perd ainsi 9 000 emplois, mais se maintient mieux qu'au niveau national. Symboles de la dynamique positive de la région, les services marchands hors intérim progressent encore légèrement pendant ces deux années, compensant partiellement les pertes d'emploi industriel, alors qu'au niveau national, l'emploi se maintient tout juste.

Avant la crise, la dynamique de l'emploi très favorable en Bretagne est essentiellement une dynamique propre

Évolution de l'emploi salarié marchand par région due aux effets structurel et géographique (3^e trim. 2002- 3^e trim. 2006)



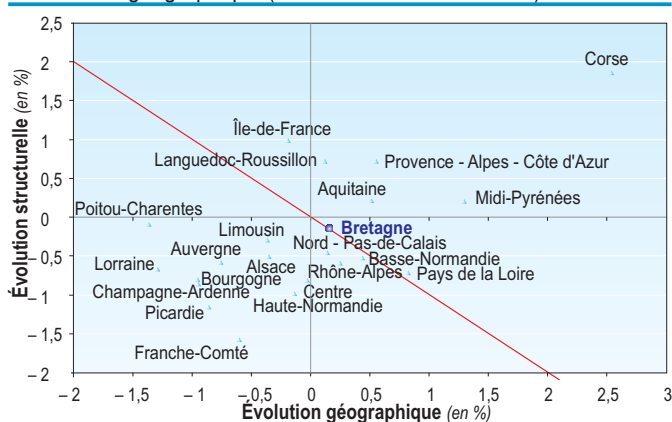
Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands
Source : Insee, Estel - Épure 2

Lecture : la droite rouge illustre les situations où les effets structurel et géographique s'annuleraient. Elle sépare les régions avec un taux de croissance de l'emploi supérieur ou inférieur à la moyenne nationale. Six régions (Corse, Languedoc-Roussillon, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Bretagne) ont à la fois un effet structurel et un effet géographique positifs. En Île-de-France, l'effet structurel favorable (+ 1,35 point) ne suffit pas à compenser l'effet géographique négatif (- 2,3 points) : au total son taux de croissance de l'emploi est inférieur de 0,95 point au taux de croissance moyen national.

Avant la crise (figure de gauche), l'emploi aurait moins progressé en Bretagne si les activités productives avaient suivi la même évolution qu'au niveau national. C'est ce qu'on appelle l'évolution structurelle (0,1 % de plus en Bretagne qu'au niveau national). Mais la dynamique régionale, dépendant de plusieurs facteurs propres à la Bretagne, a intensifié cette évolution. Il s'agit de l'évolution géographique (3,3 % de mieux). L'évolution géographique s'aditionnant aux effets de l'évolution structurelle, l'emploi breton a plus progressé au final en Bretagne qu'au niveau national.

La crise affecte la Bretagne du fait de la structure de son emploi, mais sa dynamique la protège

Évolution de l'emploi salarié marchand par région due aux effets structurel et géographique (1^{er} trim. 2008- 4^e trim. 2009)



Champ : salariés hors secteurs agricole et services non marchands
Source : Insee, Estel - Épure 2

Après la crise (figure de droite), la Bretagne aurait dû plus souffrir en raison de la présence de secteurs exposés (fabrication d'équipements électriques et électroniques et industrie automobile). Toujours grâce à sa dynamique propre ou évolution géographique, son emploi n'a pas plus baissé qu'au niveau national.

Définitions

Le régime de l'auto-entrepreneur

Le régime de l'auto-entrepreneur a été créé par la Loi de Modernisation de l'Économie (LME) d'août 2008. Il s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. Le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Le revenu de Solidarité active

Le revenu de Solidarité active (rSa) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine. Il remplace le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), l'Allocation de Parent Isolé (API) et certaines aides forfaitaires temporaires comme la prime de retour à l'emploi. Il est aussi versé à des personnes qui travaillent déjà et dont les revenus sont limités. Le rSa est versé par les caisses d'allocations familiales ou les caisses de mutualité sociale agricole.

Demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories pour l'analyse statistique. **Les catégories A, B et C regroupent les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi**, qu'ils soient sans emploi ou exerçant une activité réduite courte ou longue (i.e. de plus ou moins 78 heures par mois). Les catégories D et E regroupent les demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (sans ou avec emploi).

- **Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **Catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **Catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Pour en savoir plus

- [Les chocs passent, l'activité résiste](#) / Insee. - Dans : *Note de conjoncture* ; (2011, mars). - 130 p.
- [Les comptes de la Nation en 2010 : la croissance repart](#) / Guillaume Houriez, Vladimir Passeron, Adrien Perret. - Dans : *Insee première* ; n° 1349 (2011, mai). - 4 p.
- [Après une longue période de croissance, depuis 1999, la Bretagne et ses territoires résistent à la crise](#) / Frédéric Pellet ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Analyse* ; n° 11 (2011, janv.). - 4 p.
- [Au premier trimestre 2011, le PIB accélère vivement \(+ 0,1 %, après + 0,3 %\) / Insee. - Dans : Informations rapides, série principaux indicateurs, thème : Comptes de la Nation ; n° 122 \(2011, mai\). - 2 p.](#)
- [Bilan économique et social 2009](#) / Laurent Di Carlo, Valérie Mariette, Isabelle Roiseau ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Analyse* ; n° 3 (2010, avr.). - 21 p.
- [Légère baisse du taux de chômage au quatrième trimestre 2010 / Insee. - Dans : Informations rapides, série principaux indicateurs, thème : Chômage au sens du Bureau international du travail \(BIT\) et indicateurs sur le marché du travail ; n° 60 \(2011, mars\). - 2 p.](#)
- [L'emploi salarié des secteurs marchands en Bretagne à la fin du 3ème trimestre 2010 \(provisoire\) - Taux de chômage en Bretagne au 3ème trimestre 2010 \(provisoire\) / Insee Bretagne. - Dans Octant Info ; n°5 \(2010, déc.\). - 2 p.](#)
- [La hausse de l'emploi se poursuit au 4ème trimestre 2010 / Insee. - Dans : Informations rapides, série principaux indicateurs, thème : Emploi salarié ; n° 64 \(2011, mars\). - 2 p.](#)
- [Les auto-entrepreneurs stimulent les créations d'entreprises en 2009 / Jacques Le Corre. - Dans : Octant Analyse ; n°8 \(2010, oct.\). - 4 p.](#)
- [La construction neuve en Bretagne : résultats de l'année 2010 / Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne. - Dans : Le logement en chiffres, 2011. - 4 p.](#)
- [La commercialisation des logements neufs en 2010 / Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne. - 2011. - 2 p.](#)
- [Le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active au 31 décembre 2010 / CNAF. - Dans : L'e-essentiel ; n° 108 \(2011, mars\). - 4 p.](#)
- [Bilan agricole 2010 : amélioration pour quelques filières/ Linda Deschamps ; Service régional de l'information statistique et économique. - Dans : Agreste Bretagne ; n° 1 \(2011, avr.\). - 4 p.](#)
- [Insee Bretagne](#)
- [Directe Bretagne](#) (Direction régionale des Entreprises, de la Concurrency, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi)
- [Dreal Bretagne](#)
- [Draaf Bretagne](#)
- [Insee](#)
- [Dares](#)

Directeur de la Publication : Michel Guillemet

Rédactrice en chef : Sylvie Lesaint

Composition : Brigitte Cariou

Cartographie : Adrienne Courcoul

Rédaction achevée le 31 mai 2011

INSEE Bretagne

36, place du Colombier

CS 94439

35044 RENNES Cedex

Pour tout renseignement statistique :

09 72 72 40 00 (tarification appel local)

ISSN 2105-1151 - © Insee 2011 - Dépôt légal : 2^e trimestre 2011

Synthèses départementales



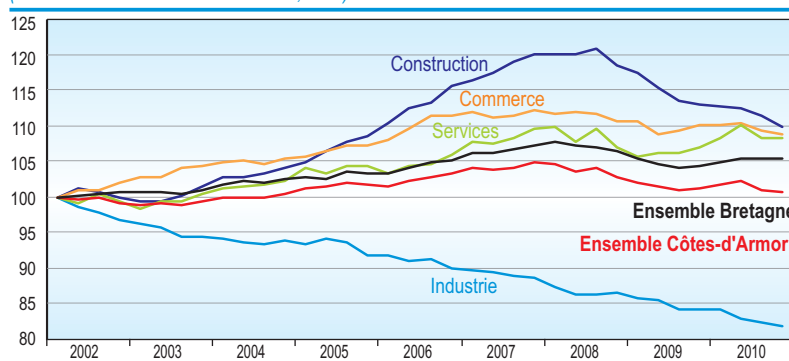
Emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Niveau au 31/12 (milliers)	Évolution annuelle au 31/12 (en %)		
		Côtes-d'Armor		Bretagne
	2010	2010	2009	2010
Ensemble	113	- 0,7	- 1,4	1,2
Industrie	28	- 2,5	- 2,8	- 0,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	14	- 1,7	1,5	- 0,2
Cokéfaction et raffinage + industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	- 3,8	- 7,5	0,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2	- 2,8	- 7,2	- 1,2
Fabrication de matériels de transport	1	- 7,6	- 6,4	- 5,8
Fabrication d'autres produits industriels	8	- 3,0	- 6,5	- 0,4
Construction	14	- 2,9	- 4,6	- 1,3
Commerce	25	- 1,1	- 0,5	0,0
Services	47	1,4	- 0,1	3,5
Transports et entreposage	7	- 0,7	- 1,3	0,0
Hébergement et restauration	6	- 3,5	- 3,2	0,7
Information et communication	4	- 2,6	0,7	1,8
Activités financières et d'assurance	5	- 1,3	0,7	3,7
Activités immobilières	1	1,4	- 10,1	3,1
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien <i>dont intérim</i>	18	3,1	1,8	6,1
	6	2,7	4,8	18,8
Autres activités de services*	6	8,8	- 0,3	5,5
Services hors intérim	41	1,2	- 0,8	1,9

Source : Insee, estimations d'emploi (données provisoires au 31/12/2010, CVS)
* hors agriculture, administration, santé, action sociale et particuliers employeurs

Évolution de l'emploi par secteur d'activité
(indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Les principaux établissements employeurs

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif (nombre de salariés)	Activité (A38)	Commune
Kermené	1 500 - 1 999	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Saint-Jacut-du-Mené
Cooperl Arc Atlantique	1 000 - 1 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Lamballe
France Télécom	1 000 - 1 499	Télécommunications	Lannion
Alcatel Lucent	750 - 999	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	Lannion
Jean Stalaven	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Yffiniac
Le Joint Français	500 - 749	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	Saint-Brieuc
Association de Gestion et de Comptabilité	250 - 499	Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques	Plerin
Brocéliande - ALH	250 - 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Loudéac
Caisse Régionale Crédit Agricole	250 - 499	Activités financières et d'assurance	Ploufragan
Daunat Bretagne	250 - 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Saint-Agathon

Source : Insee, Clap

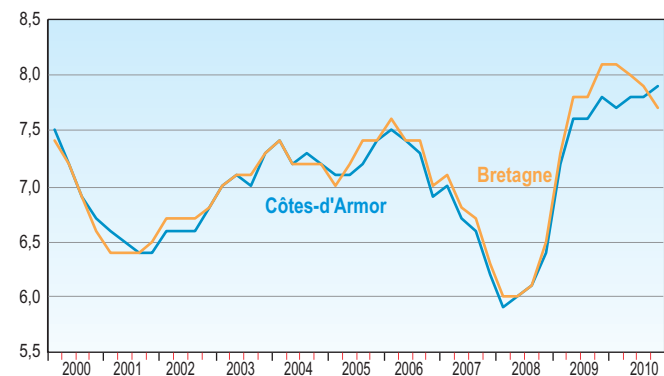
Marché du travail

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C) (Données CVS, unités : milliers et %)

	Côtes-d'Armor		Bretagne	
	Déc. 2010	Évol. sur un an (en %)	Déc. 2010	Évol. sur un an (en %)
Hommes	15,5	5,9	87,9	3,2
Femmes	17,7	5,6	95,9	5,5
Moins de 25 ans	5,4	-0,4	29,0	-3,0
Entre 25 et 49 ans	21,1	4,4	119,8	2,9
50 ans et plus	6,7	16,1	35,0	17,6
Hommes de moins de 25 ans	2,6	-3,0	14,2	-6,0
Hommes de 25 à 49 ans	9,9	5,0	57,8	1,9
Hommes de 50 ans et plus	3,0	18,4	15,9	19,1
Femmes de moins de 25 ans	2,8	2,2	14,8	-0,1
Femmes de 25 à 49 ans	11,2	3,9	62,1	3,9
Femmes de 50 ans et plus	3,7	14,2	19,0	16,3
Inscrits depuis plus d'un an	12,6	20,7	67,8	21,4
Inscrits depuis moins d'un an	20,6	-1,8	116,0	-3,6
Ensemble des catégories A, B et C	33,2	5,7	183,8	4,4

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du taux de chômage (en %, CVS)



Source : Insee

Construction

Un recul des mises en chantier de locaux professionnels moins fort qu'au niveau régional

		2010	2009	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	3 005	3 082	-2,5	0,0
	Collectifs	633	760	-16,7	4,3
	Logements en résidence	210	25	740,0	15,0
	Ensemble	3 848	3 867	-0,5	2,1
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	20 121	110 121	-81,7	-80,9
	Bâtiments industriels et artisanat	57 725	63 403	-9,0	1,1
	Entrepôts	90 629	32 628	177,8	19,5
	Bâtiments commerciaux	29 367	50 778	-42,2	-15,5
	Bureaux	26 668	20 014	33,2	4,8
	Service public* et hébergement hôtelier	53 835	49 252	9,3	-22,1
	Ensemble	278 345	326 196	-14,7	-23,4

Source : SOeS, Sitadel2

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Tourisme

L'hôtellerie de tourisme en 2010

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	60,6	38,3	49,0
Évolution 2009-2010 (points)	-3,3	0,1	-1,6
Nuitées totales (milliers)	590	336	926
Évolution 2009-2010 (%)	-5,5	0,1	-3,5
Nuitées étrangères (milliers)	126	31	157
Évolution 2009-2010 (%)	2,5	-0,6	1,8
Part de clientèle professionnelle (%)	29	59	40
Évolution 2009-2010 (points)	3	2	3
Durée moyenne de séjour (jours)	1,9	1,6	1,8
Évolution 2009-2010 (jours)	0,0	0,0	0,0

Source : Insee - DGCIS - Réseau Mergoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2010

	Emplacements nus	Emplacements locatifs	Ensemble
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	26,2	54,0	30,7
Évolution 2009-2010 (points)	0,2	-0,6	0,3
Nuitées totales (milliers)	1 090	566	1 656
Évolution 2009-2010 (%)	-0,4	6,8	2,0
Nuitées étrangères (milliers)	331	142	473
Évolution 2009-2010 (%)	8,8	12,6	9,9
Durée moyenne de séjour (jours)	4,6	6,1	5,0
Évolution 2009-2010 (jours)	0,0	0,2	0,1

Source : Insee - DGCIS



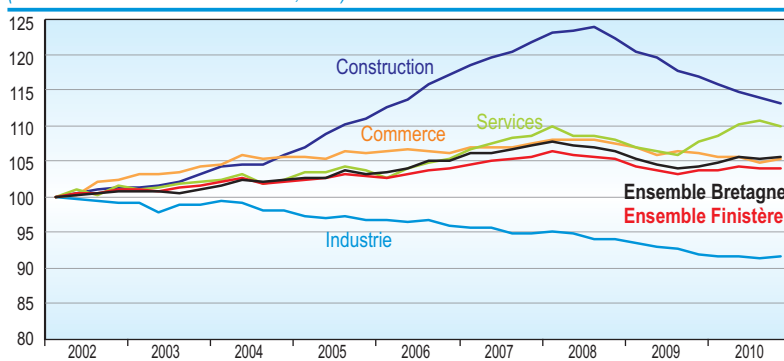
Emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Niveau au 31/12 (milliers)	Évolution annuelle au 31/12 (en %)		
		Finistère		Bretagne
	2010	2010	2009	2010
Ensemble	185	0,3	-1,5	1,2
Industrie	47	-0,2	-2,5	-0,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	19	0,5	-1,5	-0,2
Cokéfaction et raffinage + industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4	-1,3	0,9	0,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	7	-2,5	-4,4	-1,2
Fabrication de matériels de transport	4	-1,8	-0,2	-5,8
Fabrication d'autres produits industriels	14	0,6	-4,2	-0,4
Construction	18	-3,2	-4,4	-1,3
Commerce	40	-0,7	-1,4	0,0
Services	80	2,1	-0,3	3,5
Transports et entreposage	14	1,6	-1,8	0,0
Hébergement et restauration	12	-1,4	1,4	0,7
Information et communication	4	2,8	0,7	1,8
Activités financières et d'assurance	11	5,2	4,5	3,7
Activités immobilières	2	1,1	-8,3	3,1
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien dont intérim	28	1,8	-2,5	6,1
	8	9,0	-5,6	18,8
Autres activités de services*	10	4,3	2,5	5,5
Services hors intérim	72	1,3	0,3	1,9

Source : Insee, estimations d'emploi (données provisoires au 31/12/2010, CVS)
* hors agriculture, administration, santé, action sociale et particuliers employeurs

Évolution de l'emploi par secteur d'activité (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Les principaux établissements employeurs

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif (nombre de salariés)	Activité (A38)	Commune
DCNS	2 000 - 2 999	Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements	Brest
Bretagne Angleterre Irlande	1 000 - 1 499	Transports et entreposage	Roscoff
Brit Air	1 000 - 1 499	Transports et entreposage	Morlaix
Crédit Mutuel Arkea	1 000 - 1 499	Activités financières et d'assurance	Le Relecq-Kerhuon
Groupe Bigard	1 000 - 1 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Quimperlé
Thales Systemes Aeroportes S.A	1 000 - 1 499	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	Brest
Gad Sas	750 - 999	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Lampaul-Guimiliau
Livbag	750 - 999	Industrie chimique	Pont-de-Buis-Lès-Quimerch
Ifremer	500 - 749	Recherche-développement scientifique	Plouzané
Socopa Viandes	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Châteauneuf-du-Faou

Source : Insee, Clap

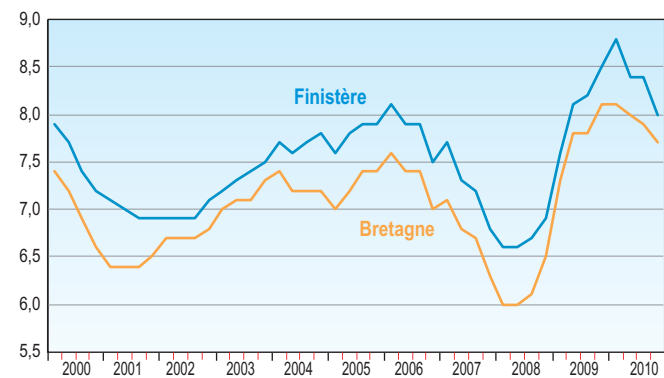
Marché du travail

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C) (Données CVS, unités : milliers et %)

	Finistère		Bretagne	
	Déc. 2010	Évol. sur un an (en %)	Déc. 2010	Évol. sur un an (en %)
Hommes	24,8	2,7	87,9	3,2
Femmes	27,4	5,5	95,9	5,5
Moins de 25 ans	8,0	-2,9	29,0	-3,0
Entre 25 et 49 ans	33,8	2,4	119,8	2,9
50 ans et plus	10,4	17,1	35,0	17,6
Hommes de moins de 25 ans	3,9	-7,2	14,2	-6,0
Hommes de 25 à 49 ans	16,2	1,7	57,8	1,9
Hommes de 50 ans et plus	4,7	16,8	15,9	19,1
Femmes de moins de 25 ans	4,2	1,5	14,8	-0,1
Femmes de 25 à 49 ans	17,5	3,1	62,1	3,9
Femmes de 50 ans et plus	5,7	17,4	19,0	16,3
Inscrits depuis plus d'un an	19,6	21,5	67,8	21,4
Inscrits depuis moins d'un an	32,6	-4,1	116,0	-3,6
Ensemble des catégories A, B et C	52,2	4,1	183,8	4,4

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du taux de chômage (en %, CVS)



Source : Insee

Construction

La plus forte baisse de Bretagne pour les mises en chantier de logements comme de locaux professionnels

		2010	2009	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	3 680	4 098	-10,2	0,0
	Collectifs	1 133	1 485	-23,7	4,3
	Logements en résidence	224	206	8,7	15,0
	Ensemble	5 037	5 789	-13,0	2,1
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	28 894	192 708	-85,0	-80,9
	Bâtiments industriels et artisanat	59 103	108 963	-45,8	1,1
	Entrepôts	21 289	41 789	-49,1	19,5
	Bâtiments commerciaux	56 123	60 124	-6,7	-15,5
	Bureaux	71 733	62 556	14,7	4,8
	Service public* et hébergement hôtelier	72 922	111 629	-34,7	-22,1
	Ensemble	310 064	577 769	-46,3	-23,4

Source : SOeS, Sítadel2

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Tourisme

L'hôtellerie de tourisme en 2010

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	59,3	43,2	50,8
Évolution 2009-2010 (points)	0,5	0,1	0,3
Nuitées totales (milliers)	951	647	1 598
Évolution 2009-2010 (%)	-0,6	-0,5	-0,5
Nuitées étrangères (milliers)	197	63	260
Évolution 2009-2010 (%)	5,6	14,0	7,5
Part de clientèle professionnelle (%)	35	65	47
Évolution 2009-2010 (points)	2	0	1
Durée moyenne de séjour (jours)	2,0	1,7	1,9
Évolution 2009-2010 (jours)	0,1	0,0	0,1

Source : Insee - DGCIS - Réseau Morgoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2010

	Emplacements nus	Emplacements locatifs	Ensemble
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	23,9	52,7	30,9
Évolution 2009-2010 (points)	0,9	3,3	1,7
Nuitées totales (milliers)	1 723	1 513	3 236
Évolution 2009-2010 (%)	-3,1	7,1	1,4
Nuitées étrangères (milliers)	471	488	959
Évolution 2009-2010 (%)	-0,3	7,8	3,7
Durée moyenne de séjour (jours)	5,4	7,3	6,1
Évolution 2009-2010 (jours)	0,0	0,2	0,1

Source : Insee - DGCIS



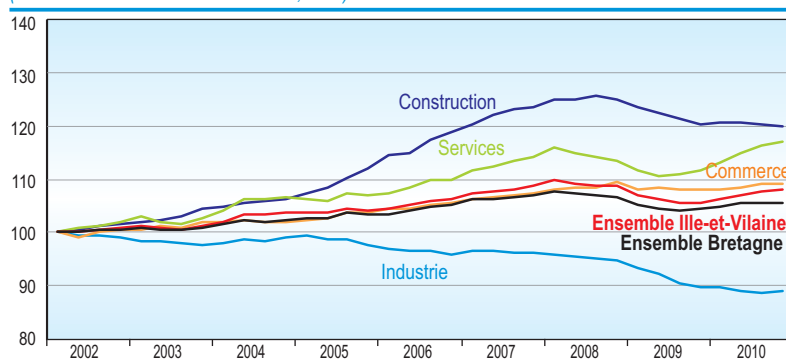
Emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Niveau au 31/12 (milliers)	Évolution annuelle au 31/12 (en %)		
		Ile-et-Vilaine		Bretagne
	2010	2010	2009	2010
Ensemble	260	2,2	- 2,7	1,2
Industrie	59	- 1,1	- 5,1	- 0,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	17	1,5	0,9	- 0,2
Cokéfaction et raffinage + industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	5	3,0	2,7	0,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	8	- 0,2	- 6,9	- 1,2
Fabrication de matériels de transport	7	- 10,0	- 14,1	- 5,8
Fabrication d'autres produits industriels	22	- 0,9	- 6,7	- 0,4
Construction	25	- 0,5	- 3,8	- 1,3
Commerce	49	1,0	- 1,4	0,0
Services	127	4,8	- 1,7	3,5
Transports et entreposage	24	1,5	- 2,8	0,0
Hébergement et restauration	13	4,2	- 0,6	0,7
Information et communication	15	3,5	- 3,1	1,8
Activités financières et d'assurance	12	2,9	0,6	3,7
Activités immobilières	3	6,5	- 2,9	3,1
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien dont intérim	45	7,8	- 3,6	6,1
	12	25,2	- 7,0	18,8
Autres activités de services*	14	4,3	5,5	5,5
Services hors intérim	114	3,0	- 1,2	1,9

Source : Insee, estimations d'emploi (données provisoires au 31/12/2010, CVS)
* hors agriculture, administration, santé, action sociale et particuliers employeurs

Évolution de l'emploi par secteur d'activité (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Les principaux établissements employeurs

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif (nombre de salariés)	Activité (A38)	Commune
Peugeot Citroën Automobile SA	5 000 - 7 499	Fabrication de matériels de transport	Chartres-de-Bretagne
SNCF	2 000 - 2 999	Transports et entreposage	Rennes
Société des Polymères Barre Thomas	1 000 - 1 499	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques	Rennes
Société Vitreenne D'Abattage	1 000 - 1 499	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Vitré
Keolis Rennes	750 - 999	Transports et entreposage	Rennes
Sanden Manufacturing Europe	750 - 999	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Tinténiac
Société des Transports Gautier	750 - 999	Transports et entreposage	Noyal-sur-Vilaine
Société Ouest France	750 - 999	Édition, audiovisuel et diffusion	Rennes
Canon Bretagne	500 - 749	Fabrication de machines et équipements n.c.a.	Liffré
Equant France SA	500 - 749	Télécommunications	Cesson-Sévigné

Source : Insee, Clap

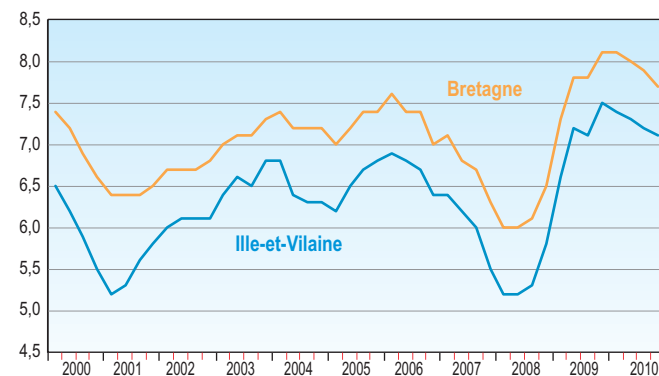
Marché du travail

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C) (Données CVS, unités : milliers et %)

	Ille-et-Vilaine		Bretagne	
	Déc. 2010	Évol. sur un an (en %)	Déc. 2010	Évol. sur un an (en %)
Hommes	27,6	3,0	87,9	3,2
Femmes	28,2	6,8	95,9	5,5
Moins de 25 ans	8,8	-3,8	29,0	-3,0
Entre 25 et 49 ans	37,7	3,3	119,8	2,9
50 ans et plus	9,3	23,5	35,0	17,6
Hommes de moins de 25 ans	4,4	-6,8	14,2	-6,0
Hommes de 25 à 49 ans	18,7	1,0	57,8	1,9
Hommes de 50 ans et plus	4,5	27,1	15,9	19,1
Femmes de moins de 25 ans	4,4	-0,7	14,8	-0,1
Femmes de 25 à 49 ans	18,9	5,6	62,1	3,9
Femmes de 50 ans et plus	4,9	20,3	19,0	16,3
Inscrits depuis plus d'un an	20,1	25,2	67,8	21,4
Inscrits depuis moins d'un an	35,7	-3,8	116,0	-3,6
Ensemble des catégories A, B et C	55,8	4,9	183,8	4,4

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du taux de chômage (en %, CVS)



Source : Insee

Construction

Tous les segments de la construction de logements neufs en bonne progression

		2010	2009	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	3 985	3 438	15,9	0,0
	Collectifs	4 576	3 893	17,5	4,3
	Logements en résidence	504	284	77,5	15,0
	Ensemble	9 065	7 615	19,0	2,1
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	25 128	76 549	-67,2	-80,9
	Bâtiments industriels et artisanat	140 795	77 968	80,6	1,1
	Entrepôts	97 474	97 062	0,4	19,5
	Bâtiments commerciaux	73 747	85 236	-13,5	-15,5
	Bureaux	103 061	110 311	-6,6	4,8
	Service public* et hébergement hôtelier	173 179	198 500	-12,8	-22,1
	Ensemble	613 384	645 626	-5,0	-23,4

Source : SOeS, Sítadel2

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Tourisme

L'hôtellerie de tourisme en 2010

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	63,5	50,0	56,0
Évolution 2009-2010 (points)	-1,8	-0,2	-0,8
Nuitées totales (milliers)	1 314	1 128	2 442
Évolution 2009-2010 (%)	-1,3	-1,1	-1,2
Nuitées étrangères (milliers)	354	117	471
Évolution 2009-2010 (%)	2,2	-4	0,6
Part de clientèle professionnelle (%)	36	53	44
Évolution 2009-2010 (points)	4	2	3
Durée moyenne de séjour (jours)	1,6	1,5	1,6
Évolution 2009-2010 (jours)	0,0	0,0	0,0

Source : Insee - DGCIS - Réseau Morgoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2010

	Emplacements nus	Emplacements locatifs	Ensemble
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	29,3	61,2	35,6
Évolution 2009-2010 (points)	0,3	0,9	0,1
Nuitées totales (milliers)	494	376	870
Évolution 2009-2010 (%)	-4,3	-4,8	-4,5
Nuitées étrangères (milliers)	174	214	388
Évolution 2009-2010 (%)	4,7	-2,9	0,4
Durée moyenne de séjour (jours)	3,2	7,7	4,3
Évolution 2009-2010 (jours)	-0,1	0,7	0,0

Source : Insee - DGCIS



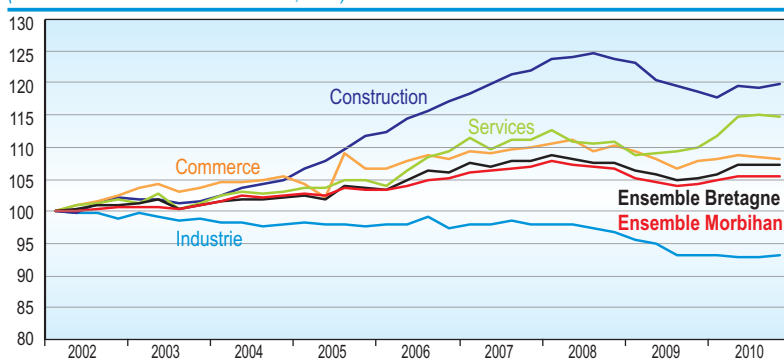
Emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands

Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans les secteurs principalement marchands*

	Niveau au 31/12 (milliers)	Évolution annuelle au 31/12 (en %)		
		Morbihan		Bretagne
	2010	2010	2009	2010
Ensemble	154	1,8	- 2,3	1,2
Industrie	42	0,0	- 3,8	- 0,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	19	- 1,1	- 2,3	- 0,2
Cokéfaction et raffinage + industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	0,7	2,8	0,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	2	1,2	- 10,7	- 1,2
Fabrication de matériels de transport	3	2,0	- 1,7	- 5,8
Fabrication d'autres produits industriels	16	0,8	- 6,1	- 0,4
Construction	18	0,8	- 4,0	- 1,3
Commerce	33	0,3	- 2,1	0,0
Services	61	4,4	- 0,6	3,5
Transports et entreposage	11	- 4,7	- 1,9	0,0
Hébergement et restauration	10	1,0	1,5	0,7
Information et communication	3	- 2,2	0,3	1,8
Activités financières et d'assurance	6	6,9	3,6	3,7
Activités immobilières	2	0,8	- 6,1	3,1
Activités scientifiques et techniques : services administratifs et de soutien <i>dont intérim</i>	22	11,0	- 2,8	6,1
	7	37,9	- 8,7	18,8
Autres activités de services*	8	6,5	2,4	5,5
Services hors intérim	53	1,0	0,2	1,9

Source : Insee, estimations d'emploi (données provisoires au 31/12/2010, CVS)
* hors agriculture, administration, santé, action sociale et particuliers employeurs

Évolution de l'emploi par secteur d'activité (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2002, CVS)



Source : Insee, estimations d'emploi

Les principaux établissements employeurs

Nom de l'établissement	Tranche d'effectif (nombre de salariés)	Activité (A38)	Commune
DCNS	1 500 - 1 999	Fabrication de matériels de transport	Lorient
Yves Rocher	750 - 999	Industrie chimique	La Gacilly
Ronsard	750 - 999	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Bignan
Bernard SA	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Moréac
Centre Élaboration des Viandes	500 - 749	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Saint-Jean-Brévelay
Crédit Agricole du Morbihan	500 - 749	Activités financières et d'assurance	Vannes
Gad Sas	500 - 750	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	Josselin
Yves Rocher	500 - 751	Industrie chimique	La Gacilly
Michelin	500 - 752	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	Vannes
Fonderie de Bretagne	500 - 753	Métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements	Caudan

Source : Insee, Clap

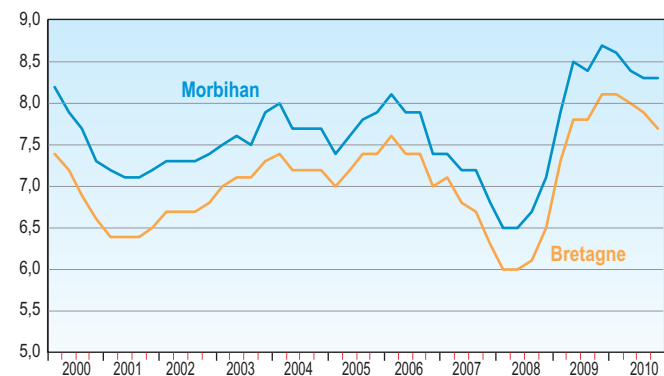
Marché du travail

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (cat. A, B et C) (Données CVS, unités : milliers et %)

	Morbihan		Bretagne	
	Déc. 2010	Évol. sur un an (en %)	Déc. 2010	Évol. sur un an (en %)
Hommes	19,9	2,1	87,9	3,2
Femmes	22,6	3,7	95,9	5,5
Moins de 25 ans	6,7	-4,3	29,0	-3,0
Entre 25 et 49 ans	27,3	1,9	119,8	2,9
50 ans et plus	8,5	13,3	35,0	17,6
Hommes de moins de 25 ans	3,2	-5,8	14,2	-6,0
Hommes de 25 à 49 ans	12,9	1,2	57,8	1,9
Hommes de 50 ans et plus	3,8	13,8	15,9	19,1
Femmes de moins de 25 ans	3,4	-2,8	14,8	-0,1
Femmes de 25 à 49 ans	14,4	2,6	62,1	3,9
Femmes de 50 ans et plus	4,8	12,8	19,0	16,3
Inscrits depuis plus d'un an	15,5	17,3	67,8	21,4
Inscrits depuis moins d'un an	27,0	-3,8	116,0	-3,6
Ensemble des catégories A, B et C	42,5	2,9	183,8	4,4

Source : STMT - Pôle emploi, Dares

Évolution du taux de chômage (en %, CVS)



Source : Insee

Construction

Reprise de la construction de logements collectifs

		2010	2009	Évolution (en %)	Évolution Bretagne (en %)
Logements neufs commencés (en nombre)	Individuels	3 720	3 765	-1,2	0,0
	Collectifs	1 891	1 756	7,7	4,3
	Logements en résidence	167	446	-62,6	15,0
	Ensemble	5 778	5 967	-3,2	2,1
Locaux professionnels commencés (en milliers de m ²)	Bâtiments agricoles	15 983	93 463	-82,9	-80,9
	Bâtiments industriels et artisanat	70 154	73 829	-5,0	1,1
	Entrepôts	64 262	57 446	11,9	19,5
	Bâtiments commerciaux	74 972	80 996	-7,4	-15,5
	Bureaux	46 621	43 750	6,6	4,8
	Service public* et hébergement hôtelier	106 757	162 990	-34,5	-22,1
	Ensemble	378 749	512 474	-26,1	-23,4

Source : SOeS, Sítadel2

* le service public comprend les surfaces relatives à l'enseignement - recherche, la santé, l'action sociale, la culture, les loisirs, le transport et les ouvrages spéciaux.

Tourisme

L'hôtellerie de tourisme en 2010

	Saison (mai à sept)	Hors saison	Année
Taux d'occupation (% des chambres offertes)	61,8	41,7	51,3
Évolution 2009-2010 (points)	1,0	1,2	1,0
Nuitées totales (milliers)	986	632	1 618
Évolution 2009-2010 (%)	-0,5	1,0	0,1
Nuitées étrangères (milliers)	151	35	187
Évolution 2009-2010 (%)	7,6	-8,3	4,2
Part de clientèle professionnelle (%)	26	46	34
Évolution 2009-2010 (points)	1	1	1
Durée moyenne de séjour (jours)	2,0	1,8	1,9
Évolution 2009-2010 (jours)	0,0	-0,1	0,0

Source : Insee - DGCIS - Réseau Morgoat, module hôtellerie

L'hôtellerie de plein air durant la saison 2010

	Emplacements nus	Emplacements locatifs	Ensemble
Taux d'occupation (% des emplacements offerts)	27,2	52,3	32,2
Évolution 2009-2010 (points)	0,4	2,1	0,9
Nuitées totales (milliers)	1 993	1 172	3 165
Évolution 2009-2010 (%)	-1	5,6	1,4
Nuitées étrangères (milliers)	380	155	535
Évolution 2009-2010 (%)	8,1	0,1	5,6
Durée moyenne de séjour (jours)	5,3	6,8	5,7
Évolution 2009-2010 (jours)	0,0	-0,1	0,0

Source : Insee - DGCIS